

ECT Industries

Exercice clos le 31 décembre 2008

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit

ECT Industries

Exercice clos le 31 décembre 2008

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ECT Industries, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 2.2.5 de l'annexe concernant un changement d'estimation comptable relatif au calcul de la provision pour dépréciation des stocks.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Règles et principes comptables

La note 2.2.1 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux frais de développement.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des informations fournies dans la note 2.2.1 de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations comptables

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques liés à la dépréciation des créances clients et du stock, tel que cela est décrit dans les notes 2.2.4 et 2.2.5 de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société décrites dans l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondages, l'application de ces méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

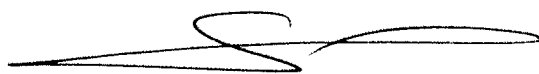
Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris-La Défense, le 29 mai 2009

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit



Franck Sebag

ECT INDUSTRIES, S.A.

Comptes annuels
Exercice clos au 31 décembre 2008

BILAN - ACTIF

(en euros)

ACTIF	31/12/2008			31/12/2007
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	Net
Immobilisations incorporelles	1 830 015	777 324	1 052 691	1 024 446
Immobilisations corporelles	2 379 319	803 180	1 576 139	1 331 391
Immobilisations financières	177 904	-	177 904	29 369
ACTIF IMMOBILISE	4 387 237	1 580 504	2 806 733	2 385 206
Stocks et encours	3 537 653	1 073 722	2 463 931	1 462 204
Avances et acomptes versés sur commandes	109 172	-	109 172	203 356
Créances clients et comptes rattachés	7 343 475	161 151	7 182 324	5 411 890
Autres créances	1 174 033	-	1 174 033	188 464
Valeurs mobilières de placement	545 783	-	545 783	1 578 224
Disponibilités	1 898 993	-	1 898 993	1 019 693
Charges constatées d'avance	244 047	-	244 047	144 078
ACTIF CIRCULANT	14 853 156	1 234 873	13 618 282	10 007 910
Ecart de conversion Actif	2 422	-	2 422	101
TOTAL ACTIF	19 242 815	2 815 377	16 427 438	12 393 217

BILAN - PASSIF

(en euros)

PASSIF	31/12/2008	31/12/2007
Capital	1 843 874	1 745 994
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	2 243 491	2 243 491
Réserve légale	174 600	174 600
Réserves réglementées	775	98 654
Autres réserves	30 875	30 875
Report à nouveau	2 698 349	1 966 829
Résultat de l'exercice	1 266 247	934 280
CAPITAUX PROPRES	8 258 210	7 194 724
Avances conditionnées	65 785	365 785
FONDS PROPRES	8 323 995	7 560 509
Provisions pour risques	242 532	215 101
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	242 532	215 101
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	972 236	107 294
Emprunts et dettes financières diverses	336 899	257 405
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 719 941	328 046
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 977 148	2 341 410
Dettes fiscales et sociales	1 738 152	1 492 376
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	33 593	17 713
Autres dettes	64 499	70 922
Produits constatés d'avance	5 428	-
DETTES	7 847 896	4 615 166
Ecarts de conversion Passif	13 014	2 441
TOTAL PASSIF	16 427 438	12 393 217

COMPTE DE RÉSULTAT

(en euros)

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2008 12 mois	31/12/2007 12 mois
Vente de marchandises	2 126 221	1 939 697
Production vendue (biens)	10 743 441	10 088 213
Production vendue (services)	5 040 005	3 447 559
Produits des activités annexe	6 286	9 789
Montant net du chiffre d'affaires	17 915 953	15 485 258
Production stockée	449 660	38 560
Production immobilisée	546 224	525 681
Subventions d'exploitation	11 544	5 000
Reprises sur dépréciations, provisions (et amort.), Transferts de ch.	45 687	196 328
Autres produits	9 741	24 482
PRODUITS D'EXPLOITATION	18 978 808	16 275 309
Achats et variations de stocks de marchandises	547 562	1 067 949
Achats et variations de stocks de MP et autres approvisionnements	5 737 342	4 455 639
Autres achats et charges externes	3 447 482	2 822 415
Impôts, taxes et versements assimilés	402 179	351 796
Salaires et traitements	4 436 338	3 845 693
Charges sociales	2 070 051	1 824 126
Dotations aux amortissements et dépréciations	956 086	422 735
Autres charges	21 236	21 002
CHARGES D'EXPLOITATION	17 618 275	14 811 357
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 360 533	1 463 952
Produits financiers	129 269	80 640
Charges financières	111 543	88 657
RESULTAT FINANCIER	17 726	8 018
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 378 259	1 455 934
Produits exceptionnels	712 990	1 319 407
Charges exceptionnelles	456 380	1 453 255
RESULTAT EXCEPTIONNEL	256 611	133 848
Participation des salariés aux résultats	213 219	202 198
Impôts sur les bénéfices	155 404	185 608
RESULTAT NET	1 266 247	934 280

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

1. FAITS CARACTÉRISTIQUES

1.1. *Acquisition de titres de participation*

La société a acquis 100% du capital de la société Bayo en date du 1^{er} avril 2008 pour un prix d'acquisition de 150 K€ versé en numéraire.

La société basée à Appoigny (89) Aéroport d'Auxerre-Branches, a pour activités : le développement de logiciels de cartographie et de géolocalisation, la distribution de produits d'aviation et la réalisation de prestations de réparation des avions via la boutique et l'atelier situés sur l'aéroport.

1.2. *Souscription de deux emprunts bancaires*

La société a souscrit deux emprunts bancaires de 500 K€ dans le cadre du financement du bâtiment d'Emerainville (prêt à long terme sur 10 ans) et du développement de nouveaux produits (prêt à moyen terme sur 5 ans).

1.3. *Acquisition définitive d'actions gratuites*

Au cours de l'exercice, le capital social de la société a été augmenté d'un montant de 98 milliers d'euros par incorporation de réserves afin de prendre en compte la fin de la période d'acquisition de deux ans de 63.148 actions gratuites.

2. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

2.1. Principes généraux

Tous les montants sont exprimés en euros, sauf mention contraire.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'exercice a une durée de 12 mois, tout comme l'exercice précédent.

2.2. Méthodes comptables

2.2.1. Immobilisations incorporelles

▪ Frais de développement

La société a opté pour la méthode préférentielle de l'activation de ses frais de développement (hors frais de recherche) répondant aux six critères d'activation prévus par le Plan Comptable Général :

1. Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
2. Intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
3. Capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
4. Façon dont l'immobilisation incorporelle génèrera des avantages économiques futurs probables (existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité) ;
5. Disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
6. Capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Seuls les coûts (directs et indirects) qui sont directement attribuables à la production de l'immobilisation sont désormais incorporables au coût de production :

- le coût d'acquisition des matières premières consommées,
- les charges directes de production, comprenant notamment les salaires et autres coûts liés au personnel directement engagé pour générer l'actif ainsi que les coûts de dépôt de brevet.

Les frais de développement sont amortis à compter de la mise en service des immobilisations produites, sur leur durée réelle d'utilisation, qui varie de 3 à 5 ans en fonction de la nature des projets

En cas d'échec ou de perspectives commerciales insuffisantes, un amortissement exceptionnel est comptabilisé pour la valeur nette comptable et l'immobilisation incorporelle est sortie du bilan.

▪ **Fonds de commerce**

Les fonds de commerce sont inscrits en comptabilité pour les montants figurant dans les actes d'acquisition des sociétés rachetées dans le cadre de procédures judiciaires, fusionnées depuis dans ECT Industries. Ils ne sont pas amortis. Les fonds de commerce font l'objet d'un examen annuel afin de tenir compte d'éventuelles évolutions ayant pu diminuer leur rentabilité et leur valeur. En cas de perte de valeur, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

▪ **Logiciels**

Les logiciels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis sur une durée de 3 ans.

2.2.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition, c'est à dire au prix d'achat augmenté des frais accessoires.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire à compter de leur première mise en service sur la durée d'utilisation probable :

▪ Terrains	non amortis
▪ Constructions	20 ans
▪ Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 ans
▪ Installations générales, agencements divers	10 ans
▪ Matériel de transport	4 ans
▪ Matériel de bureau et informatique	3 ans

Les actifs immobilisés corporels font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de l'exercice, leur valeur économique apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

Il n'existe pas d'immobilisations significatives susceptibles de donner lieu à une approche par composants.

2.2.3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent aux titres de participation détenus sur les sociétés AIRBORNE ANALYTICS et BAYO ainsi qu'à des dépôts de garantie.

Les immobilisations financières sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

A la clôture de l'exercice la valeur des titres de participation est comparée à leur valeur d'inventaire. La plus faible de ces deux valeurs est retenue au bilan. La valeur d'inventaire correspond à la valeur d'usage déterminée en fonction de l'utilité que la participation présente pour l'entreprise.

2.2.4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est comptabilisée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.2.5. Stocks

Les stocks de produits sont valorisés à leur coût de production qui comprend les coûts directs de production et les frais généraux de production, fixes et variables, qui sont encourus pour transformer les matières premières en produits finis.

Les stocks de produits finis sont suivis selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré (CUMP).

Les marchandises et approvisionnements sont valorisés à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation des stocks est constatée, le cas échéant, pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de réalisation, déduction faite des frais commerciaux de vente.

Un changement d'estimation comptable a été effectué sur l'exercice concernant le calcul des provisions pour dépréciation conduisant à une accélération de la dépréciation des stocks. L'impact de ce changement d'estimation comptable est de 199k€ au 31 décembre 2008.

Le calcul des provisions pour dépréciation au titre des exercices précédents était le suivant :

Date du dernier mouvement	Taux de provisionnement
> 2 ans	100%
Entre 1 et 2 ans	50%
< 1 an	-

A compter de l'exercice 2008, le calcul des provisions pour dépréciation est le suivant :

Date du dernier mouvement	Taux de provisionnement
> 1 an	100%
< 1 an	-

2.2.6. Opérations en devise

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce cours est portée en " écart de conversion ".

En l'absence de couverture de change, les écarts de conversion actif (pertes de change latentes) non compensées font l'objet d'une provision pour risques. Les profits de change latents ne sont pas comptabilisés conformément au principe de prudence, mais sont réintégrés fiscalement.

2.2.7. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une provision calculée pour chaque ligne de titre d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois, ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés.

Les plus ou moins-values de cession sont enregistrées selon la méthode PEPS (ou FIFO) – Premier Entré Premier Sorti. Les plus-values latentes sont réintégrées fiscalement.

2.2.8. Provision pour risques

Des provisions sont constituées pour faire face aux coûts relatifs aux risques et charges en cours. La politique de la Société en matière de provisions sur litiges et contentieux consiste à apprécier à la clôture de chaque exercice les risques financiers de chaque litige et des possibilités qui lui sont associées.

Une provision pour garantie donnée aux clients est estimée et comptabilisée afin de couvrir le coût des réparations (pièces et main d'œuvre) sur les produits et services vendus. La garantie contractuelle est généralement de un an.

2.2.9. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend principalement la vente de produits, et dans une moindre mesure des prestations de services.

- **Produits (72% du CA)**

Les ventes concernent les produits suivants :

- systèmes (maîtrise complète par ECT Industries de l'ensemble des spécifications des produits) ;
- équipements propres (développés sur cahier des charges d'un donneur d'ordre) ;
- produits repris en fabrication pour le traitement de l'obsolescence.

Le chiffre d'affaires est reconnu au moment du transfert des risques et avantages aux clients, correspondant généralement à la livraison des produits.

Il n'existe pas de contrats à long terme compte tenu du délai de fabrication réduit.

- **Services (28% du CA)**

Les prestations de services correspondent essentiellement à l'activité de réparation des produits vendus. Il n'existe pas de contrats de maintenance annuelle. Le chiffre d'affaires est généré une fois les réparations réalisées.

2.2.10. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

2.2.11. Indemnités de fin de carrière

Conformément aux dispositions de la loi française, le groupe s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel en France par le versement aux organismes qui gèrent les programmes de retraite des cotisations calculées sur la base des salaires. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

La loi française exige également, le cas échéant, le versement en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Les indemnités légales et conventionnelles sont évaluées pour chacun des salariés de la société présents à la clôture en fonction de son ancienneté théorique le jour de son départ en retraite. Le calcul est déterminé avec un taux moyen de charges sociales de 43 % (pas d'impact de l'application de la loi de financement 2008 de la sécurité sociale), lequel est fonction de l'hypothèse d'un départ volontaire en retraite à 62 ans. Il tient compte d'un coefficient de présentisme basé sur un taux de rotation moyen de 7% et de la table de mortalité TH00-02 pour les hommes et TF00-02 pour les femmes. Les calculs sont actualisés et prennent en compte un taux moyen d'évolution des salaires de 3 %.

Par rapport à l'exercice précédent, l'engagement au titre des droits acquis est calculé en tenant compte de l'ancienneté actuelle du salarié mais également de son ancienneté au moment du départ

ECT Industries externalise une part significative du financement de cet engagement auprès d'une compagnie d'assurance au travers du versement de primes figurant dans les charges de l'exercice. Le taux de rendement de ces actifs est pour la période de 4,10%.

La différence entre le montant de l'engagement total au titre des indemnités de fin de carrière et le montant dont le financement est externalisé auprès de la compagnie d'assurance est mentionné en engagement hors bilan.

Les versements effectués porteurs d'intérêts s'élèvent au 31 décembre 2008 à 132 milliers d'euros. Aucun versement n'a été réalisé au cours de l'exercice.

L'Accord National Interprofessionnel (ANI) du 11 janvier 2008 et la loi du 25 juin 2008 relatifs à la modernisation du marché du travail ont fortement augmenté le montant de l'indemnité légale de licenciement qui passe à :

- 1/5ème de mois par année d'ancienneté ;
- Majoré de 2/15ème de mois par année au-delà de 10 ans d'ancienneté.

Cette indemnité n'est pas plafonnée.

Une polémique a vu le jour pour savoir si ces nouveaux montants ne devaient s'appliquer qu'en cas de mise à la retraite à l'initiative de l'employeur ou s'ils devraient également s'appliquer en cas de départ à la retraite à l'initiative du salarié. D'après les premiers débats de place, cet alignement paraît peu probable.

Dans l'attente d'une confirmation législative sur cette question, les indemnités de fin de carrière provisionnées ont été évaluées en retenant l'hypothèse selon laquelle la modification du montant de l'indemnité n'est applicable qu'au montant de l'indemnité de retraite versée en cas de mise à la retraite à l'initiative du salarié. A titre informatif, si l'indemnité légale de départ volontaire en retraite se trouvait alignée avec l'indemnité légale de mise à la retraite, l'engagement pour IFC serait augmenté de manière significative au 31 décembre 2008.

3. NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

NOTE 1 : TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS

L'évolution des immobilisations s'analyse comme suit :

	31/12/2007	Acquisitions	Cessions / Diminution	31/12/2008
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	6 750	170 215	5 228	171 737
Fonds de commerce	99 301	-	-	99 301
Frais de développement	1 267 697	546 224	254 945	1 558 977
	1 373 748	716 440	260 173	1 830 015
Immobilisations corporelles				
Terrains	229 582	191 600	172 500	248 682
Constructions	404 575	460 517	-	865 092
Installations et agencements	64 320	156 028	-	220 349
Matériel et outillage industriel	484 489	378 134	37 018	825 605
Matériel de transport	1 200	-	-	1 200
Matériel et mobilier de bureau et informatique	238 353	43 296	63 259	218 390
Immobilisations corporelles en cours	674 400	13 343	687 743	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
	2 096 920	1 242 919	960 520	2 379 319
Immobilisations financières				
Titres de participation	3 543	150 000	-	153 543
Dépôts et cautionnements	25 826	- 2 965	- 1 500	24 361
	29 369	147 035	- 1 500	177 904
TOTAL Brut	3 500 036	2 106 394	1 219 193	4 387 237

Les principales acquisitions et cessions de l'exercice concernent :

- la mise en service de l'ensemble immobilier d'Emerainville acquis en 2007 ;
- la cession d'une partie du terrain de Cuers ;
- l'acquisition de logiciels et de matériels de tests et de mesure ;
- l'acquisition de la société Bayo.

L'évolution des amortissements s'analyse comme suit :

	31/12/2007	Dotations	Diminutions	31/12/2008
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	1 738	69 593	5 228	66 103
Fonds de commerce	-	-	-	-
Frais de développement	347 564	618 602	254 945	711 221
	349 302	688 195	260 173	777 324
Immobilisations corporelles				
Terrains	-	-	-	-
Constructions	203 985	37 257	-	241 242
Installations et agencements	26 637	19 156	-	45 793
Matériel et outillage industriel	361 514	41 818	37 018	366 314
Matériel de transport	1 200	0	-	1 200
Matériel et mobilier de bureau et informatique	172 193	36 082	59 644	148 631
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
	765 528	134 314	96 662	803 180
Immobilisations financières				
Titres de participation	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-
	-	-	-	-
TOTAL Amortissements et Dépréciations	1 114 830	822 508	356 835	1 580 504
IMMOBILISATIONS NETTES	2 385 206			2 806 733

NOTE 2 : FRAIS DE DEVELOPPEMENT

L'évolution des frais de développement s'analyse comme suit :

Valeurs brutes	31/12/2007	Augmentations	Diminutions	Reclassements	31/12/2008
Enregistreurs	659 732	343 303	147 419	-	855 616
Projets terminés	383 081	33 720	147 419	266 466	535 848
Projets en cours	276 651	309 583	-	266 466	319 768
Equipements	607 965	202 921	107 526	-	703 360
Projets terminés	430 889	17 569	101 826	145 318	491 950
Projets en cours	177 076	185 352	5 700	145 318	211 410
TOTAL	1 267 697	546 224	254 945	-	1 558 976
dont projets terminés	813 970	51 289	249 245	411 784	1 027 799
dont projets en cours	453 727	494 935	5 700	411 784	531 178

L'amortissement correspondant s'analyse comme suit :

<i>Amortissements</i>	31/12/2007	Dotations	Diminutions	Reclassements	31/12/2008
Enregistreurs	174 030	355 222	147 419	-	381 833
<i>Projets terminés</i>	<i>174 030</i>	<i>355 222</i>	<i>147 419</i>		<i>381 833</i>
<i>Projets en cours</i>	-				-
Equipements	173 534	263 380	107 526		329 388
<i>Projets terminés</i>	<i>173 534</i>	<i>257 680</i>	<i>101 826</i>		<i>329 388</i>
<i>Projets en cours</i>	-	<i>5 700</i>	<i>5 700</i>		-
TOTAL	347 564	618 602	254 945		711 222
<i>dont projets terminés</i>	<i>347 564</i>	<i>612 902</i>	<i>249 245</i>		<i>711 222</i>
<i>dont projets en cours</i>	-	<i>5 700</i>	<i>5 700</i>		-
<i>dont exploitation</i>	-	<i>419 526</i>	-	-	-
<i>dont exceptionnel</i>	-	<i>199 076</i>	-	-	-

Au 31 décembre 2008, les frais de développement nets figurant à l'actif du bilan s'analysent comme suit :

<i>Valeurs nettes</i>	31/12/2007	31/12/2008
Enregistreurs	485 702	473 783
<i>Projets terminés</i>	<i>209 051</i>	<i>154 015</i>
<i>Projets en cours</i>	<i>276 651</i>	<i>319 768</i>
Equipements	434 431	373 972
<i>Projets terminés</i>	<i>257 355</i>	<i>162 562</i>
<i>Projets en cours</i>	<i>177 076</i>	<i>211 410</i>
TOTAL	920 133	847 755
<i>dont projets terminés</i>	<i>466 406</i>	<i>316 577</i>
<i>dont projets en cours</i>	<i>453 727</i>	<i>531 178</i>

Tous ces projets remplissent l'ensemble des conditions nécessaires à leur activation.

NOTE 3 : TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations <i>En euros sauf mention expresse</i>	Désignation Filiales	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en%)	Valeur comparable des titres détenus		Prêt et avances consentis par la société et non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
					Brute	Nette					
Renseignements détaillés concernant les filiales et participations <i>Filiales (plus de 50 % du capital détenu):</i>											
	BAYO	150 000	196 437	100%	150 000	150 000	803 617	-	3 835 693	-563 060	-

NOTE 4 : TABLEAU DES DEPRECIATIONS

TABLEAU DES DEPRECIATIONS	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-
Stocks	718 724	354 998	-	1 073 722
Créances clients	150 372	11 258	478	161 151
Autres créances	-	-	-	-
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
TOTAL	869 096	366 256	478	1 234 873
<i>dont exploitation</i>		<i>366 256</i>	<i>478</i>	

NOTE 5 : ETAT DES CREANCES

La ventilation et l'échéance des créances se présentent comme suit :

ETAT DES CREANCES		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
<i>De l'actif immobilisé</i>	Créances rattachées à des participations	-	-	-
	Prêts	-	-	-
	Autres immobilisations financières	24 361	-	24 361
<i>De l'actif circulant</i>	Clients douteux ou litigieux	165 028	-	165 028
	Autres créances clients	7 178 447	7 178 447	-
	Créances représentatives de titres prêtés	-	-	-
	Personnel et comptes rattachés	5 935	5 935	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-	-	-
	Etat - Impôts sur les bénéfices	266 845	266 845	-
	Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	89 903	89 903	-
	Etat - Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-
	Etat - Divers	-	-	-
	Groupe et associés	803 617	803 617	-
	Débiteurs divers	7 733	7 733	-
Charges constatées d'avance		244 047	244 047	-
TOTAL		8 785 916	8 596 527	189 389

NOTE 6 : ETAT DES DETTES

La ventilation et l'échéance des dettes se présentent comme suit :

ETAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
<i>Emprunts et dettes auprès étab. crédits</i>	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine	972 236	149 959	528 537	293 740
Emprunts et dettes financières divers		336 899	15 155	321 744	
Fournisseurs et comptes rattachés		2 977 148	2 977 148		
Personnel et comptes rattachés		718 991	718 991		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		594 665	594 665		
<i>Etats et autres collectivités publiques</i>	Impôts sur les bénéfices	-	-		
	Taxe sur la valeur ajoutée	246 463	246 463		
	Obligations cautionnées	-	-		
	Autres impôts, taxes et assimilés	178 033	178 033		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		33 593	33 593		
Groupe et associés		-	-		
Autres dettes		64 499	64 499		
Dette représentative de titres empruntés		-	-		
Produits constatés d'avance		5 428	5 428		
TOTAL		6 127 955	4 983 934	850 281	293 740
Emprunts souscrits en cours de l'exercice		1 000 000			
Emprunts remboursés au cours de l'exercice		563 793			

Comme décrit dans les faits caractéristiques de l'exercice la société a souscrit deux nouveaux emprunts bancaires pour un montant total d'un million d'euros.

Les remboursements d'emprunts incluent le remboursement à hauteur de 300.000 euros d'une avance conditionnée dont 197.876 euros ont fait l'objet d'un abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune.

NOTE 7 : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Le montant des plus-values latentes sur valeurs mobilières de placement non comptabilisé à la clôture de l'exercice s'élève à 46 milliers d'euros.

NOTE 8 : CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance ont toutes un caractère d'exploitation et s'analysent comme suit :

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	31/12/2008	31/12/2007
Achats de matières et marchandises	160 261	66 965
Charges externes	83 786	77 113
TOTAL	244 047	144 078

NOTE 9 : CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR

Les charges à payer s'analysent comme suit :

CHARGES A PAYER	31/12/2008	31/12/2007
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédits		
Intérêts courus	6 584	-
Fournisseurs et comptes rattachés		
Factures non parvenues	393 671	366 530
Dettes fiscales et sociales		
Indemnités de congés payés	452 804	430 028
Participation à payer	213 219	202 198
Primes et frais à payer au personnel	281 749	25 390
Impôts et taxes à payer	178 033	159 036
Autres dettes		
Clients - avoirs à établir	35 764	44 985
Autres charges à payer	19 200	17 200
TOTAL	1 581 023	1 245 366

Les produits à recevoir se décomposent comme suit :

PRODUITS A RECEVOIR	31/12/2008	31/12/2007
Créances clients		
Factures à établir	366 515	460 827
Autres créances		
Intérêts sur créances rattachées aux participations	35 724	-
Fournisseurs - avoirs à recevoir	7 733	4 798
TOTAL	409 972	465 625

NOTE 10 : CAPITAUX PROPRES

▪ **Evolution des capitaux propres**

	Capital Social	Prime d'émission et d'apport	Réserve légale	Autres réserves	RAN	Résultat	TOTAL	Dividendes
Capitaux propres au 31/12/07	1 745 994	2 243 491	174 600	129 530	1 966 829	934 280	7 194 724	
Affectation du résultat de l'exercice 2007					731 519	- 934 280	- 202 761	202 761
Augmentation de capital	97 879			97 879				
Résultat de l'exercice 2008						1 266 247	1 266 247	
Capitaux propres au 31/12/08	1 843 874	2 243 491	174 600	31 650	2 698 349	1 266 247	8 258 210	

Lors de l'affectation du résultat 2007, l'assemblée générale a décidé la distribution d'un dividende d'un montant global de 202.761 euros.

▪ **Composition du capital social**

Utilisant l'autorisation conférée par l'assemblée générale extraordinaire du 22 juin 2006 dans le cadre de l'attribution d'actions gratuites, le conseil d'administration du 4 juillet 2008 a procédé à la création de 63.148 actions ordinaires de la société d'une valeur de 1,55 euros par incorporation de réserves à hauteur de 97.879 euros portant ainsi le nombre d'actions de 1.126.448 à 1.189.596 actions.

La contribution patronale de 10 % due au titre de cette attribution a été calculée sur la valeur de l'action à la date du conseil d'administration ayant décidé l'attribution de ces actions gratuites.

Au 31 décembre 2008, le capital social est composé de 1.189.596 actions de 1,55 euros de valeur nominale.

▪ **Attribution d'actions gratuites**

Utilisant l'autorisation conférée par l'assemblée générale extraordinaire du 22 juin 2006, le conseil d'administration du 2 avril 2008 a procédé à l'attribution de 28.997 actions ordinaires gratuites de la société d'une valeur de 1,55 euros au profit de certains membres du personnel salarié de la société selon les conditions d'acquisitions suivantes :

- La période d'acquisition des actions sera d'une durée de deux ans à compter de leur date d'attribution par le conseil d'administration ;
- Les actions de la société devront être admises à la côte du marché Alternext d'Euronext Paris l'issue de la période d'acquisition des actions par les bénéficiaires, soit à l'expiration de la période de deux ans suivant la date d'attribution par le Conseil ;
- La société, un jour au moins avant le terme de la période d'acquisition des actions par les bénéficiaires, devra être en mesure d'acquérir les actions à attribuer ou disposer des réserves suffisantes pour procéder à l'émission des dites actions ;

L'acquisition définitive des actions pourra être subordonnée à des critères d'acquisition spécifiques qui seront déterminés par le conseil d'administration lorsqu'il procédera à l'attribution d'actions gratuites. Ces critères pourront être collectifs ou individuels, par exemple des critères de performance.

A compter de l'acquisition définitive des actions débutera une deuxième phase, dite période de conservation, d'une durée minimale de deux ans, pendant laquelle les propriétaires des actions attribuées gratuitement auront l'obligation de les conserver.

NOTE 11 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

TABLEAU DES PROVISIONS	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour litiges	165 000	39 914	37 034	167 880
Provisions pour garantie	50 000	22 230		72 230
Provisions pour perte de change	101	2 422	101	2 422
TOTAL	215 101	64 566	37 135	242 532

<i>dont exploitation</i>	22 230	-
<i>dont financier</i>	2 422	101
<i>dont exceptionnel</i>	39 914	37 034

La reprise de la provision sur litige est sans objet.

▪ **Provisions pour litiges**

Le solde du poste correspond à des litiges salariaux provisionnés en fonction du risque encouru.

Il n'existe pas d'autre litige susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société.

▪ **Provision pour garantie donnée aux clients**

Les produits et services concernant essentiellement l'aéronautique sont délivrés dans le cadre de réglementations très strictes garantissant leur fiabilité. Au regard des retours observés une provision pour garantie est comptabilisée afin de couvrir le coût total de retour en garantie des produits fabriqués ou réparés par la société. Au 31 décembre 2008 cette provision s'élève à 72 230 euros.

NOTE 12 : VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	2008			2007
	France	Export	Total	
Vente de marchandises	686 800	1 439 421	2 126 221	1 939 697
Production vendue de biens	7 961 652	2 781 789	10 743 441	10 088 213
Prestations de services	3 501 027	1 545 263	5 046 291	3 457 348
TOTAL	12 149 480	5 766 473	17 915 953	15 485 258

Le chiffre d'affaires est réalisé sur un seul secteur d'activité.

NOTE 13 : DOTATIONS ET REPRISES AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS

DOTATIONS ET REPRISES AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS	Situation en début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Situation en fin d'exercice
Dépréciations	869 096	366 256	478	1 234 873
Provisions réglementées	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	215 101	64 566	37 135	242 532
Sous-Total		430 822	37 613	
Amortissements		567 600		
TOTAL		998 422	37 613	
<i>dont exploitation</i>		956 086	478	
<i>dont financier</i>		2 422	101	
<i>dont exceptionnel</i>		39 914	37 034	

NOTE 14 : RESULTAT EXCEPTIONNEL

	Produits	Charges
Opérations de gestion		
Pénalités sur affaires		41 587
Amendes et autres pénalités		1 367
Abandon de créance (1)	197 876	
Régularisation chiffre d'affaires (2)	199 972	
Divers	2 482	146
Opérations de capital		
Cessions d'éléments d'actifs immobilisés (3)	238 025	174 290
Subventions d'investissements	37 601	
Dotations aux amortissements et provisions	37 034	238 990
TOTAL	712 990	456 380

(1) : la société a reçu une aide remboursable pour laquelle un constat d'échec commercial du programme a été prononcé pour un montant de 198 milliers d'euros.

(2) : La société a émis des factures complémentaires relatives à des ventes réalisées sur des exercices antérieurs suite à un ajustement contractuel des prix de vente.

(3) : Cession partielle du terrain de Cuers (cf Note 1).

NOTE 15 : VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES

	Avant impôt			Impôt correspondant	Net après impôt
	Comptable	Décalages fiscaux	Fiscal		
Résultat courant avant impôt	1 378 259	38 825	1 417 084	472 361	905 898
Résultat exceptionnel	256 611	1 367	257 978	85 993	170 618
Participation des salariés	- 213 219	11 021	- 202 198	- 67 399	- 145 820
Crédit impôt recherche	317 165			- 317 165	317 165
Autres produits d'IS	18 386			- 18 386	18 386
Total	1 757 202	51 213	1 472 864	155 404	1 266 247

NOTE 16 : FISCALITE LATENTE OU DIFFEREE

La fiscalité latente ou différée est la suivante :

Nature	2007		Variations		2008	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
Décalages certains ou éventuels						
Provision réglementées						
Subventions d'investissement						
Charges non déductibles temporairement						
Participation des salariés	202 198		213 219	202 198	213 219	
Organic	25 345		31 525	25 345	31 525	
Effort construction	18 220		18 977	18 220	18 977	
Charges déduites / produits imposés fiscalement et non encore comptabilisées						
Ecart valeurs liquidatives VMP	61 708		46 415	61 708	46 415	
Ecart de conversion passif	2 441		13 014	2 441	13 014	
TOTAL	309 912	-	323 150	309 912	323 150	-

Il n'existe pas de déficits fiscaux reportables.

4. AUTRES INFORMATIONS

NOTE 17 : *EFFECTIF MOYEN*

L'effectif moyen se décompose comme suit :

	Personnel salarié
Cadres	39
Agents de maîtrise	8
Techniciens	33
Employés	28
Ouvriers	17
TOTAL	125

NOTE 18 : *ENGAGEMENTS HORS BILAN*

- *Tableau de synthèse des engagements donnés*

Engagements donnés	31/12/08	31/12/07
<i>Engagements financiers</i>		
Cautions de contre-garantie sur marchés	214 052	552 808
<i>Dettes garanties par des sûretés réelles</i>	470 012	12 850
<i>Autres engagements</i>		
Engagements de crédit-bail immobilier	1 946 060	2 584 264
Engagements en matière de pensions, retraites et assim.	91 105	156 831
TOTAL	2 721 229	3 306 753

Il n'existe pas d'engagements reçus.

▪ **Cautions sur marchés**

Ces engagements concernent des garanties bancaires données sur des marchés export pour 135 milliers d'euros, 56 milliers d'euros et 23 milliers de dollars.

▪ **Hypothèque**

La société a hypothéqué le bâtiment d'Emerainville acquis en 2007 en garantie du prêt bancaire de 500 K€ souscrit à cet effet.

▪ **Engagements en matière de crédit-bail**

Postes du Bilan	Valeur d'origine	Dotations théoriques aux amortissements		Valeur nette théorique	Redevances	
		Exercice	Cumulées		Exercice	Cumulées
Terrains	374 896	-	-	374 896		
Constructions	1 871 767	81 187	246 484	1 625 283	252 893	707 815
Total	2 246 663	81 187	246 484	2 000 179	252 893	707 815

Conformément aux méthodes comptables décrites dans le paragraphe 2.2.2, les terrains ne sont pas amortis et les amortissements sur les constructions sont calculés selon le mode linéaire sur une durée de 20 ans.

Postes du Bilan	Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel
	A un an au plus	A plus d'un an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans	Total	
Terrains					
Constructions	246 932	921 053	778 075	1 946 060	-
Total	246 932	921 053	778 075	1 946 060	-

▪ **Indemnités de fin de carrière**

Le montant de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière s'élève à 223 milliers d'euros au 31 décembre 2008. Sur cet engagement, 132 milliers d'euros sont couverts par le versement de primes à une compagnie d'assurance. Le solde résiduel de l'engagement hors bilan s'élève donc à 91 milliers d'euros.

▪ **Engagements de paiements futurs**

Obligations contractuelles	Total	Paiements dus par période		
		A 1 an au plus	A plus d'1 an et à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Obligations en matière de location- Contrats de location simple	1 946 060 353 412	246 932 138 798	921 053 214 614	778 075 -
TOTAL	2 299 472	385 730	1 135 667	778 075

▪ **Autres engagements financiers**

La société a bénéficié d'un abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune au titre des aides obtenues d'Oséo Innovation d'une durée de 9 ans qui prévoit en cas de réalisation d'un chiffre d'affaires relatif à ce projet, le versement à Oséo Innovation de 2% du chiffre d'affaires ainsi réalisé jusqu'à concurrence du remboursement de l'intégralité de l'abandon de créance soit 198 K€.

▪ **Droit individuel à la formation**

Au 31 décembre 2008, le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du D.I.F par les salariés de la société s'élève à 2.110 heures. Ces heures n'ont pas encore donné lieu à des demandes de formation effectives.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autres engagements hors bilan significatifs ou qui pourraient le devenir dans le futur.

NOTE 19 : REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice 2008 aux organes de direction de la société est de 152 milliers d'euros. Le montant des provisions pour indemnités de fin de carrière des organes de direction est de 29 milliers d'euros.

NOTE 20 : RISQUE DE MARCHE

Risque d'actions

La société n'a pas procédé à des investissements en actions. En conséquence, elle n'est soumise à aucun risque d'actions.

Risques de taux

Les deux emprunts bancaires en cours contractés par ECT Industries sont à taux fixe. En conséquence, la société n'est pas soumise à risque de taux.

Risque de change

Dans le cadre d'opérations commerciales à venir la société a acquis à terme 2.500.000 dollars américains pour un montant de 1.970.160 euros.

Au 31 décembre 2008, les comptes bancaires d'ECT Industries étaient créditeurs de 242.116 dollars américains et la caisse de la société contenait 1.100 dollars américains. Par ailleurs les soldes clients et fournisseurs en dollars au 31 décembre 2008 s'élevaient respectivement à 31.120 dollars et 231.957 dollars.

Au 31/12/2008	Dollars américains
Passifs financiers	231.957
Actifs financiers	274.336
Position nette avant gestion	(42.379)
Hors bilan	2.500.000
Position nette après gestion	(2.542.379)

NOTE 21: EVENEMENTS POSTERIEURS

Un contrôle fiscal est en cours portant sur les exercices 2006 et 2007.